

Le rôle clé de l'enseignement supérieur dans le développement de l'Afrique

Par Fay Chung

Directrice de l'IIRCA

Bulletin de l'IIRCA

Septembre 2001, Vol.3, No.3

L'une des principales raisons du sous-développement de l'Afrique est, à mon avis, la faiblesse du secteur de l'enseignement supérieur. Très souvent, les universités et les autres institutions d'enseignement supérieur ne sont pas en mesure de trouver des solutions à bon nombre de problèmes pressants auxquels le continent est confronté. Plusieurs raisons expliquent cette situation. Par exemple, il semble y avoir un conflit historique entre les gouvernements et les universités. Ainsi, même lorsque les universités et les instituts de recherche font un excellent travail de recherche, les résultats peuvent ne pas être pris en compte par les décideurs de leurs pays dans les domaines politique et économique. Par ailleurs, les écoles de médecine et les laboratoires de recherche en Afrique n'entreprennent guère des recherches sur le traitement du VIH/SIDA, un fléau qui touche l'Afrique plus que tout autre continent. Il serait logique que le continent le plus touché joue également un rôle de premier plan dans la recherche sur le traitement de la pandémie, mais tel n'est pas le cas. Cette situation peut s'expliquer par le modeste niveau chronique des fonds alloués à la recherche partout en Afrique. Peut-être aussi que les universités africaines mettent surtout l'accent sur les aspects théoriques de la recherche, plutôt que sur la recherche appliquée, ou alors qu'elles insistent davantage sur les questions théoriques par rapport aux applications pratiques dans leurs programmes d'enseignement. L'évaluation du contenu et de la qualité des programmes de recherche et de formation dépendant de

l'extérieur, ses objectifs et indicateurs peuvent être déterminés hors du continent, avec le risque d'un manque de pertinence ou d'une inadéquation par rapport aux réalités africaines.

L'autre défi crucial est celui du très faible nombre de personnes ayant suivi des études supérieures en Afrique. En général, 1 à 3% seulement des personnes ayant l'âge requis s'inscrivent dans le supérieur. Il n'est donc pas surprenant que les diplômés du supérieur, en raison de leur nombre très limité, ne réussissent pas parfois à constituer la masse critique nécessaire pour influencer le cours des activités dans leurs pays. L'un des défis à relever à cet égard consiste à augmenter le nombre de diplômés tout en améliorant la qualité de l'enseignement dispensé dans le supérieur au cours de la prochaine décennie. Le doublement du nombre des diplômés du supérieur en Afrique pour atteindre le même niveau qu'en Asie du sud serait un important acquis.

L'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'éducation à distance dans le supérieur peut permettre d'améliorer les taux d'inscription, de même que la pertinence et la qualité de l'enseignement dans le supérieur. L'intégration des TIC et de l'éducation à distance dans les programmes classiques peut également contribuer à rendre l'enseignement supérieur plus flexible et plus efficace. Les étudiants plus âgés et les femmes mariées peuvent mieux tirer parti d'un système plus flexible au niveau du supérieur.

Il est établi que dans la plupart des universités et autres institutions d'enseignement supérieur en Afrique, il y a plus d'étudiants que d'étudiantes. A ce niveau, le problème qui se pose ne concerne pas seulement la parité entre les deux sexes, mais aussi le développement en général, dans la mesure où la faible participation des femmes au développement et à la prise des décisions constitue une grave entrave au processus de développement.

L'un des défis majeurs auxquels l'Afrique est confrontée à l'heure actuelle consiste à veiller à ce que les universités et les autres institutions d'enseignement supérieur jouent un rôle plus important dans les divers domaines de développement aux niveaux national et continental. Tant que ce défi ne sera pas relevé, le développement de l'Afrique restera bloqué.

Quelques réflexions sur les universités africaines: la quête pour une main-d'oeuvre hautement qualifiée

par Abebe Bekele (Docteur d'Etat), Ethiopie

Introduction

Les universités et les autres institutions d'enseignement supérieur sont créées pour diffuser et faire avancer les connaissances, les aptitudes et les valeurs au bénéfice de la société. Les connaissances et aptitudes nécessaires pour moderniser les sociétés africaines et améliorer les conditions de vie des populations s'acquièrent dans les institutions d'enseignement supérieur qui sont donc appelées à préparer et à produire des individus capables de s'attaquer aux problèmes complexes que rencontrent les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le public en général.

Problèmes associés à l'enseignement supérieur en Afrique

Les principaux problèmes qui se posent dans l'enseignement supérieur en Afrique sont les effectifs pléthoriques et l'inadéquation des installations dans lesquelles la vaste majorité des étudiants en Afrique poursuivent leurs études et leur formation. Le présent article examine deux questions majeures, à savoir: en premier lieu, les inscriptions et les performances des étudiants à l'université, et en second lieu, la qualité de l'éducation dans le supérieur.

SOMMAIRE

1. Le rôle clé de l'enseignement supérieur dans le développement de l'Afrique
2. Quelques réflexions sur les universités africaines: la quête pour une main-d'oeuvre hautement qualifiée
7. L'égalité entre les deux sexes dans les universités africaines: domaines de préoccupation, recommandations et exemples de bonnes pratiques
11. Approches créatrices au financement des universités africaines
15. L'éducation à distance dans les universités africaines: justification, situation actuelle et perspectives
19. Association des universités africaines
résumé des travaux de la réunion technique d'experts sur l'utilisation et l'application des technologies de l'information et de la communication dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique
20. EN BREF



Le bulletin de l'IIRCA est une publication trimestrielle paraissant en anglais et en français. Les articles publiés peuvent être reproduits, en prenant soin d'en indiquer la source. Pour les commentaires sur les articles et les demandes de renseignements sur l'IIRCA, bien vouloir adresser toute correspondance à :

La Rédaction Bulletin de l'IIRCA

B.P. 2305
Addis Abéba
Ethiopie
Afrique
Tél. (251) -1-557587/89
Fax : (251) -1-557585
E-mail : info@unesco-iicba.org
Site web : <http://www.unesco-iicba.org>

1. Inscriptions et performances des étudiants à l'université

Inscriptions. Après les indépendances, les pays africains ont soutenu avec enthousiasme l'enseignement supérieur et ont alloué des ressources financières considérables à cette fin. En conséquence, les universités africaines ont connu un essor spectaculaire, avec un nombre très élevé d'étudiants inscrits. C'est ainsi qu'au Nigéria, le nombre des universités est passé de 1 en 1948 à 34 en 1992 (UNESCO, 1995: 102). En fait, il est établi qu'entre 1970 et 1988, l'Afrique subsaharienne a connu une véritable explosion du nombre des universités et autres institutions d'enseignement supérieur, par rapport à de nombreuses autres régions du monde (ibidem).

Le nombre d'étudiants inscrits dans les institutions d'enseignement supérieur a considérablement augmenté, passant de quelques milliers seulement en 1960 à plus de 800000 en 1988 (UNESCO, 1991: 94). Le nombre d'inscrits reste très élevé aujourd'hui - à elles seules, les universités sudafricaines comptaient 351746 étudiants en 1995 (Probert and Munro, 1995). De même, en 1960 et en 1983, les universités et autres institutions d'enseignement supérieur africaines ont formé 1200 et 70000 diplômés du supérieur, respectivement (Rapport de la Banque mondiale, 1988).

Performances à l'université. Bien qu'il soit parfois difficile de disposer de données fiables, il ressort des informations émanant de différentes sources que le nombre de diplômés des institutions d'enseignement supérieur africaines, au cours de ces dernières années, est très élevé, avec comme conséquence le phénomène du chômage et du sous-emploi des diplômés du supérieur. En fait, le taux de chômage de plus en plus élevé parmi les diplômés du supérieur, ajouté à la stagnation économique et à la croissance démographique rapide, constitue de plus en plus un problème social majeur et un grand obstacle au développement dans de nombreux pays africains.

Il convient toutefois de noter que les vagues successives de crises économiques et de remous politiques en Afrique ont sérieusement entamé les capacités des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des secteurs de l'industrie et des affaires à recruter des diplômés de l'université. En outre, bien qu'il y ait apparemment trop de diplômés dans certaines disciplines, il y a une pénurie de

main-d'oeuvre qualifiée dans d'autres. En fait, dans certains domaines, les universités ne sont pas en mesure de former suffisamment de cadres hautement qualifiés. Un rapport indique que l'Afrique subsaharienne est la région du monde qui a le moins de chercheurs et d'ingénieurs par million d'habitants (UNESCO, 1995: 103). En conséquence, la demande de diplômés dans les domaines scientifiques et professionnels est encore grande dans plusieurs ministères et ONG (Oyen et al., 1997: 187 - 210). En particulier, la demande des diplômés des universités qui participent à des travaux de recherche et maîtrisent les tout derniers progrès technologiques au point de les adopter et de les appliquer à la production locale des biens et services, est élevée dans les universités et autres institutions d'enseignement supérieur africaines. Mais il est un fait: ces postes sont occupés par des expatriés qui sont encore très nombreux dans beaucoup de ces institutions, les services gouvernementaux et les ONG (Rapport de la Banque mondiale, 1989: 81 - 84).

La pénurie de cadres africains qualifiés est également la conséquence d'un autre facteur important, à savoir l'exode des compétences africaines vers d'autres pays. Selon le rapport de la Banque mondiale, il y a plus de 34000 et 70000 Africains qualifiés aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe, respectivement, dont beaucoup ne rentreront probablement pas en Afrique (Rapport de la Banque mondiale, 1989: 83). Les intellectuels africains émigrent pour de nombreuses raisons, y compris l'attrait des salaires hors du continent, les mauvaises conditions de travail, la fuite de la persécution ou de la guerre, de l'instabilité politique et de la corruption dans leurs pays d'origine respectifs (Aghion et Williamson, 1998: 143; Cohen et Deng, 1998: 214 - 223).

2. Qualité de l'éducation

La survie de l'Afrique dans le contexte moderne des progrès scientifiques et technologiques dépend de la capacité des universités à former et à utiliser des chercheurs, professionnels, gestionnaires, ingénieurs et techniciens de haut niveau. Sans une main-d'oeuvre hautement qualifiée, l'Afrique ne peut pas faire des choix appropriés ou appliquer ses choix dans son propre contexte. Sans une telle main-d'oeuvre, "il n'y a pas d'autre choix que d'être à la traîne" (Hallak, 1990: 47 - 48).

La qualité de l'éducation est un concept difficile à définir. Les vues diffèrent considérablement à ce sujet (UNESCO, 1997: 132). En dépit du fait qu'il n'y a guère de documentation pertinente sur les normes de l'éducation dans le supérieur en Afrique, il y a cependant des indications que la qualité de cette éducation se détériore depuis les années 70 (UNESCO, 1991). Les raisons avancées pour expliquer ce problème très crucial dans les universités africaines peuvent être classées en deux grandes catégories.

La première concerne le manque ou le caractère dépassé des manuels, l'insuffisance des infrastructures et le tarissement des ressources destinées aux rubriques autres que les salaires, par exemple les bâtiments, les équipements, la recherche, etc. (UNESCO, 1997: 233). Ce qui s'est passé à la fin des années 80 dans des pays comme le Nigéria et le Ghana est aussi généralement et étonnamment vrai actuellement dans de nombreuses universités africaines (voir l'encadré N°1).

Encadré N° 1: La crise de la qualité de l'éducation dans le supérieur

Le tarissement du financement des dépenses d'équipement et des dépenses de fonctionnement autres que les salaires a sérieusement entamé la qualité de l'éducation dispensée dans les universités africaines. La situation prévalant à l'Université d'Ibadan, au Nigéria, illustre parfaitement ce problème.

Depuis plusieurs mois maintenant, nous devons faire fonctionner le laboratoire de physique sans électricité, effectuer des expériences en biologie et zoologie sans eau, et obtenir des résultats fiables en utilisant des microscopes désuets et d'une autre époque. Il y a un manque criard de produits chimiques. En conséquence, le laboratoire de chimie est incapable de produire de l'eau distillée, et des centaines de "diplômés en sciences" n'ont pas fait des expérimentations pratiques.

Il y a d'autres exemples similaires au Ghana. A l'Université des sciences et de la technologie, aucun équipement n'a été acheté depuis 1962 pour le département de génie électrique. La plupart des équipements du département de génie civil datent des années 50. Ces vieux équipements, tout comme les ordinateurs de l'université, sont rarement en bon état et nécessitent un entretien régulier, y compris le remplacement de certaines pièces, mais les fonds nécessaires ne sont pas disponibles. La même université a été décrite comme une institution manquant de livres, de papiers et de nourriture. De même, selon des rapports émanant de la faculté de sciences de l'Université du Ghana, il y a une pénurie des produits chimiques et autres matériels nécessaires pour les laboratoires, et la rareté des devises exclut que l'on puisse acheter les matériels essentiels à l'étranger. Le manque de fonds amène également certaines

universités à fonctionner sans les véhicules nécessaires pour les déplacements et la collecte des données sur le terrain, et sans les ressources appropriées pour réparer les systèmes téléphoniques défectueux.

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le manque de fonds ne permet pas d'achever les travaux de construction des salles de classe, des laboratoires, des ateliers, des bibliothèques et des cités universitaires. Un rapport préparé en 1981 par la Commission nigérienne sur les salaires et les conditions de service dans les universités du pays affirme ce qui suit:

"La Commission a été choquée par le triste spectacle des étudiants se bousculant dans les corridors à l'extérieur des amphithéâtres pour essayer de suivre les cours dispensés à l'intérieur". Les rapports émanant de l'Université d'Ibadan sont aussi décourageants: "Tout à l'Université d'Ibadan aujourd'hui montre que l'institution agonise. Les étudiants sont tassés dans des résidences universitaires où ils se retrouvent à six dans une chambre prévue normalement pour deux personnes, et dans des salles de cours vétustes où l'enseignant est obligé de crier pour se faire entendre par cinq cents étudiants
" (Rapport de la Banque mondiale, 1988: 74.

La deuxième raison est que la faible qualité de l'éducation dans le supérieur en Afrique est liée à la faible qualité de l'éducation dans le primaire et le secondaire. A cause de l'expansion rapide de l'éducation et des taux élevés d'inscription dans le primaire et le secondaire, de nombreux pays africains éprouvent des difficultés à fournir des enseignants suffisamment qualifiés, des salles de classe et des matériels adéquats pour maintenir la qualité (Hallak, 1990:33). Ainsi, lorsque les élèves du secondaire s'inscrivent dans le supérieur, ils ajoutent des dimensions nouvelles et complexes aux problèmes qui se posent déjà dans les problèmes éducatifs des universités africaines.

Perspectives de l'éducation dans le supérieur en Afrique

Comme indiqué plus haut, les universités africaines sont en crise en ce sens qu'elles sont confrontées au manque de matériels éducatifs appropriés, y compris les manuels et les matériels de référence, à l'insuffisance des ressources des bibliothèques et des équipements, ainsi que les encadreurs qualifiés. Comme l'a fait observer Okuni, "les gouvernements africains n'arrivent pas encore à équiper suffisamment leurs universités et institutions de recherche pour qu'elles deviennent des

instruments efficaces de promotion des innovations technologiques et de la recherche-développement dans le domaine scientifique et industriel". (Okuni, mars 2000:23).

Un facteur majeur à cet égard est le manque chronique de ressources budgétaires adéquates pour les universités à la suite de la crise économique généralisée sur le continent, en particulier depuis l'époque des programmes d'ajustement structurel (PAS) au début des années 80. En d'autres termes, compte tenu de la gravité de la crise des ressources financières dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne, l'éducation dans le supérieur ne peut pas facilement sortir de sa situation difficile actuelle. Le concours de la communauté internationale, sous forme d'assistance financière, n'est pas suffisant pour améliorer la qualité de l'éducation dispensée dans les universités africaines.

La question qui se pose alors est celle de savoir comment les pays africains peuvent obtenir les fonds nécessaires pour améliorer la qualité des programmes à court terme, et les perspectives de développement économique et socio-culturel à long terme. Il s'agit là d'une question complexe dont la réponse ne semble pas simple. Toutefois, un moyen efficace de mobiliser l'épargne nécessaire est d'avoir le courage d'opérer des changements profonds dans le contrôle, la gestion et le financement de l'éducation dans le supérieur. A cet égard, il est utile d'écouter le conseil de la Banque mondiale qui note que "--- Les économies réalisées grâce à un leadership avisé et courageux dans une institution donnée constituent une importante contribution disponible pour être redéployée au sein de la même institution. Par contre, la politique consistant à reverser les économies réalisées à la suite des sacrifices consentis par les institutions à une autorité centrale en vue de leur redistribution est vouée à l'échec parce qu'elle n'encourage pas à faire de telles économies" (*Ibidem*:69).

Une autre approche efficace à la mobilisation de ressources additionnelles porte sur les mesures à prendre par les gouvernements aux niveaux national et international. A ce sujet, un récent document intitulé: "Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)", approuvé par l'OUA en 2001, affirme que les ressources domestiques comprennent notamment l'épargne nationale au niveau des entreprises et des ménages, qui devrait

être augmentée substantiellement. En outre, il faudrait procéder à une collecte plus efficace des impôts pour augmenter les recettes publiques, en plus de rationaliser les dépenses publiques. Une proportion considérable de l'épargne domestique est perdue pour l'Afrique du fait de la fuite des capitaux. Cette tendance ne peut être inversée que si les économies africaines deviennent plus attrayantes pour que les personnes résidant en Afrique acceptent d'investir leurs richesses. En conséquence, il est également urgent et nécessaire de créer un environnement propice pour promouvoir les investissements nationaux et étrangers.

Il ressort clairement de ce document que tant que l'épargne n'est pas disponible, il y aura toujours des limites quant à la qualité de l'éducation dans le supérieur, ce qui, en fin de compte, compromet les perspectives de développement économique et socio-culturel.

En conséquence, le défi à relever consiste à planifier et à mettre en oeuvre des politiques et programmes générateurs de ressources afin d'atteindre l'objectif visé. La planification de politiques et programmes de ce genre permet de porter au maximum la contribution des institutions d'enseignement supérieur au développement national de deux manières au moins.

1. La formation de la main d'oeuvre nécessaire pour occuper les postes de haut niveau dans les domaines scientifique, technique, professionnel et gestionnaire. A cet égard, il est instructif de noter que le *Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)* indique que les dirigeants africains se sont engagés à appuyer le renforcement immédiat du système universitaire à travers l'Afrique, y compris la création d'universités spécialisées, si nécessaire, avec le concours des enseignants africains disponibles. La nécessité de renforcer la présence des instituts de technologie est spécialement soulignée. Bien que la Banque mondiale ne soit pas en désaccord avec le NEPAD, elle met plutôt l'accent sur la préparation des enseignants, des intellectuels et des gestionnaires pour le secteur de l'éducation lui-même, en particulier dans ses fonctions d'enseignement et de recherche au niveau le plus élevé. Ces acteurs ont un rôle très important à jouer dans le renforcement des capacités nationales dans les domaines de la formation de la main d'oeuvre qualifiée, de l'établissement de normes, du maintien de la qualité

et de l'adaptation du système éducatif aux circonstances changeantes (Rapport de la Banque mondiale, 1988:68).

2. La promotion des connaissances et innovations nécessaires pour le développement grâce à la recherche scientifique locale ou régionale en vue d'assurer les services nécessaires pour promouvoir le développement des secteurs public et privé (Rapport de la Banque mondiale, 1988, *ibidem*).

Un autre point qui mérite d'être noté est celui de l'établissement des normes académiques. L'éducation dans le supérieur est devenue un instrument de politique nationale. Le développement socio-économique dépend, dans une large mesure, de la formation d'une main d'oeuvre hautement qualifiée et de la génération de nouvelles idées par les institutions d'enseignement supérieur. La santé et la richesse d'une nation dépendent, dans une très large mesure, de la performance de ces institutions. La dépendance croissante de l'Afrique vis-à-vis des services de ses universités et institutions d'enseignement supérieur est si cruciale qu'elle requiert la mise en place d'une politique nationale sur les normes d'éducation, qui doit être suffisamment rigoureuse et viable pour promouvoir le bien-être national.

Les pays africains doivent tout mettre en oeuvre pour combattre la mauvaise qualité de l'éducation, en particulier au niveau secondaire où sont formés les cadres moyens qui jouent un rôle essentiel dans le développement économique. Il s'agit notamment des instituteurs, des techniciens, des assistants médicaux, des laborantins, des contre-maîtres, des secrétaires, des assistants agricoles, etc. La fourniture d'une éducation de mauvaise qualité dans le secondaire a de graves conséquences étant donné que la formation et la production d'une main d'oeuvre qualifiée dans le supérieur dépendent de la qualité de l'éducation dans le secondaire. Il est dangereux de ne pas maintenir des normes élevées dans le secondaire d'abord parce cela ne permettrait pas de garantir l'admission dans les institutions d'enseignement supérieur aux élèves quittant le secondaire, ensuite cela aurait un effet indésirable sur les efforts déployés par les universités pour développer le type de connaissances, aptitudes et valeurs nécessaires aux élèves dans l'acquittement de leurs responsabilités après l'obtention de leurs diplômes.

Conclusion

Le présent article a examiné brièvement certains problèmes sérieux entravant le développement de l'éducation dans le supérieur en Afrique. Le nombre élevé des étudiants inscrits, la rareté des matériels éducatifs et la pénurie d'une main d'oeuvre hautement qualifiée, par exemple les enseignants africains de haut niveau, les chercheurs, les gestionnaires, les hommes de science, les techniciens et les professionnels, ont considérablement contribué à faire baisser la qualité de l'éducation dans le supérieur en Afrique au cours des dernières années. Pourtant, les ressources, y compris les capitaux, les technologies et les compétences nécessaires pour résoudre ces problèmes sont disponibles sur le continent. Pour mobiliser ces ressources, il suffit, comme le reconnaît le NEPAD, de disposer d'un leadership osé et imaginatif, réellement engagé au déploiement des efforts soutenus pour promouvoir le développement humain et éradiquer la pauvreté. C'est là un défi crucial à relever pour que l'Afrique ne se retrouve pas à la traîne dans le monde contemporain caractérisé par des changements rapides.

Références bibliographiques

The New Partnership in African Development, African Union, September 2001.

Aghion, Philippe and Williamson, Jeffrey G., *Growth, Inequality and Globalization*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Cohen Robert and Deng, Francis M., *Masses in Flight*, Washington D.C., The Brookings Institution, 1998.

Hallak, Jacques, *Investing in the Future*, Paris, UNESCO, Pergamon Press, 1990.

Okuni, Akim, "Higher Education through the Internet: Expectations, Reality and challenges of the African Virtual University", *D+C Development and Cooperation*, No.2, March 2000, P.23.

Oyen, Else; Miller, S.M. and Samad, Syed Abdus (Eds.), *Powerty : A Global Review*, Norway, Scandinavian University Press, UNESCO Publishing, 1997.

Robert, Jason and Munro, Kathy. "CAL, apartheid and economic education at South African Universities" at http://econltsn.ilrt.bris.ac.uk/cheer/ch9_3/ch9_3p02.htm

UNESCO, *Report on the State of Education in Africa*, UNESCO, Dakar, Senegal, 1995.

UNESCO, *Report on the State of Education in Africa*, UNESCO, Dakar, Senegal 1997.

UNESCO, *World Education Report 1991*, Paris, UNESCO, 1991.

World Bank, *Education in Sub-Saharan Africa*, Washington D.C., The World Bank, 1988.

World Bank, *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*, Washington D.C., The World Bank, 1989.

L'égalité entre les deux sexes dans les universités Africaines: domaines de préoccupation, recommandations et exemples de bonnes pratiques

Par Almaz Eshete, Maître de conférences

Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique

L'importance de l'éducation au niveau du supérieur dans les efforts visant à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement économique et social en Afrique est généralement reconnue. A la prise de conscience du rôle crucial des femmes dans le développement humain durable, s'ajoute aussi la compréhension de l'importance vitale de la participation des femmes dans l'éducation au niveau du supérieur, tant pour la promotion du statut de la femme au sein de la société, en général, que pour l'amélioration de la contribution des universités au progrès du continent, en particulier. Toutefois, les iniquités dans l'accès et la participation des femmes à l'éducation dans le supérieur sont courantes dans la plupart des pays africains. Ces iniquités se traduisent par les faibles taux d'inscription, les taux élevés d'abandon, les mauvais résultats obtenus et la sous-représentation des femmes par rapport aux hommes au sein du personnel enseignant. En tant que telle, l'amélioration de l'accès et de la participation des femmes à l'éducation dans le supérieur en Afrique est devenue une grande priorité pour les responsables de l'éducation sur le continent. En effet, dans sa Déclaration sur l'université africaine au cours du troisième millénaire, l'Association des universités africaines (AUA) affirme qu'afin que les universités africaines soient en mesure d'accomplir leur mission et de s'acquitter de leurs obligations fondamentales vis-à-vis des peuples africains et de la

communauté internationale, elles doivent élaborer et mettre en oeuvre des politiques délibérées visant à éliminer les déséquilibres d'ordre social et les disparités entre les deux sexes à tous les niveaux dans les institutions d'enseignement supérieur. A cet égard, un meilleur accès des femmes à l'éducation au niveau du supérieur, leur emploi comme enseignants ou cadres de gestion et leur nomination à des postes de responsabilités, ainsi que l'introduction ou le renforcement de programmes sur les études féminines, devraient bénéficier d'une attention particulière (AAU, 2001).

Le présent article présente un bref aperçu des questions relatives aux inégalités entre les deux sexes dans l'éducation au niveau du supérieur en Afrique, et formule quelques recommandations et des esquisses de stratégies pour la promotion durable de l'accès et de la participation effective des femmes dans l'éducation au niveau du supérieur.

Quelques manifestations des inégalités entre les deux sexes dans l'éducation au niveau du supérieur

Disparités en matière d'inscription

Les taux d'admission et d'inscription des filles dans le supérieur en Afrique varient d'une université

à l'autre, mais dans l'ensemble, ils sont beaucoup plus faibles que pour les garçons. Les données collectées par le Forum des éducatrices africaines (FAWE) dans des universités sélectionnées montrent que dans la plupart de ces universités, le nombre de filles inscrites au premier cycle du supérieur représente bien moins de la moitié de celui des garçons. (Karega, 2001; Masanja et al., 2001). Par exemple, au cours de l'année académique 1987/1988, les filles représentaient 42% et 19% de tous les étudiants inscrits au premier cycle de l'Université Kenyatta et de l'Université de Dar-es-Salam, respectivement. A l'université Abdou Moumouni du Niger, les filles ne représentaient que 16% de tous les étudiants inscrits (Karega, 2001).

Par contre, dans les universités des pays comme le Lesotho, le Botswana et le Swaziland, le nombre de filles inscrites au premier cycle est relativement élevé par rapport aux universités des autres pays africains, et est pratiquement égal à celui des garçons. Une des raisons pouvant être avancée à cet égard est certainement la situation socio-économique prévalant dans ces pays. Les taux d'inscription des filles dans le primaire et le secondaire sont également élevés dans ces pays, ce qui augmente le nombre de filles pouvant frapper à la porte de l'université (Makhubu, 1998).

Mauvaise répartition par filière académique

La plupart des filles choisissent généralement des filières académiques "réservées aux filles", telles que les sciences humaines, les lettres et les arts. Elles sont sous-représentées dans les filières considérées comme du "domaine réservé des garçons", c'est-à-dire les mathématiques, les sciences, la technologie et les affaires. Par exemple, au cours de l'année académique 1999/2000 à l'Université Kenyatta, les filles représentaient 90% de tous les étudiants inscrits au département d'économie domestique, contre 20% seulement à la faculté des sciences (Masanja et al., 2001). La même tendance se dégage à l'Université de Dar-es-Salam où 5% seulement des étudiants en génie sont des filles. A l'Université Abdou Moumouni du Niger, les filles ne représentent que 30% des étudiants en médecine et en agriculture (Masanja et al. 2001). A l'Université d'Addis Abéba, en Ethiopie, les filles ne représentent que 19% et 7% de tous les étudiants du premier cycle de l'Institut des études linguistiques et de la Faculté des sciences, respectivement (données du Secrétariat

général de l'Université d'Addis Abeba).

Disparités dans les taux d'inscription au niveau des hautes études universitaires et de la spécialisation

Il ressort des données du Forum des éducatrices africaines que la participation des filles et des femmes aux études universitaires supérieures est bien plus faible que celle des garçons et des hommes. Une raison évidente à cet égard est le faible taux d'inscription des filles au premier cycle, qui s'explique à son tour par le faible nombre des filles diplômées du secondaire pouvant s'inscrire à l'université. Une autre raison est simplement que les filles inscrites au premier cycle du supérieur ne poursuivent pas leurs études.

En plus du faible taux d'inscription des filles, il existe des disparités entre les deux sexes dans les études de spécialisation. A titre d'exemple, au cours de l'année académique 1999/2000, les filles inscrites pour des études universitaires supérieures en médecine, en droit et en économie représentaient seulement 27% et 31% de tous les étudiants de ce niveau à l'Université Kenyatta et à l'Université de Dar-es-Salam, respectivement (Masanja et al., 2001).

Sous-représentation des femmes au sein du corps enseignant

La présence des femmes au sein du corps enseignant est de nature à encourager les étudiantes et à réduire au minimum l'"hostilité" des institutions d'enseignement supérieur à l'égard des femmes (Makhubu, 1998). Compte tenu du modeste niveau de la base des ressources humaines disponibles pour le recrutement des enseignantes, il n'est pas surprenant que les femmes soient sous-représentées au sein du corps enseignant dans les institutions d'enseignement supérieur. Au cours de l'année 1999/2000, à l'Université de Dar-es-Salam, les femmes représentaient 11% du corps enseignant, soit une baisse de 1.5% par rapport aux 12.5% enregistrés en 1997/1998 (Masanja et al. 2001). Les données disponibles actuellement en Ethiopie montrent que les femmes ne représentent que 4% seulement du corps enseignant dans les écoles normales.

Même dans les universités du Botswana, du Lesotho et du Swaziland où les taux d'inscription des filles dans tous les cycles du supérieur sont généralement élevés, les femmes membres du corps

enseignant ne réussissent pas toujours à progresser aussi rapidement que les hommes pour occuper des postes de responsabilités (Makhubu, 1998), ce qui indique que l'environnement n'est pas favorable pour ce qui est des recrutements, de la motivation et de la promotion des femmes enseignantes.

Promotion et maintien de l'égalité entre les deux sexes dans les universités africaines: recommandations et exemples de bonnes pratiques

La section précédente a présenté les principales inégalités dans l'accès et la participation des femmes à l'éducation au niveau du supérieur. La plupart des causes profondes de ces inégalités sont liées aux contraintes et problèmes fondamentaux qui se posent dans la société, dans les institutions concernées et dans les salles de cours. A cet égard, il y a lieu de citer les attitudes et pratiques néfastes et négatives, l'environnement peu favorable aux filles et aux femmes dans les institutions de formation et dans les salles de cours, et les clichés et préjugés dans l'interaction et dans les programmes et les ouvrages. De nombreuses stratégies ont été élaborées pour promouvoir la participation des femmes à l'éducation dans le supérieur. Certaines de ces stratégies sont actuellement mises en oeuvre dans diverses institutions et organisations. Les recommandations sur les mesures à prendre et les exemples de bonnes pratiques sont présentés ci-après (même si la liste n'est pas exhaustive).

Présentation des données réparties par sexe et recherche qualitative

Une préoccupation majeure en ce qui concerne les inégalités entre les deux sexes dans l'éducation au niveau du supérieur est le manque de données réparties par sexe, collectées, documentées et diffusées de manière systématique. En outre, la plupart des données disponibles portent, dans une très large mesure, sur la quantité et ne permettent donc pas de faire des investigations appropriées sur les causes profondes des problèmes entravant la participation des filles et des femmes (en tant qu'étudiantes et enseignantes) à l'éducation dans le supérieur. En conséquence, pour mieux comprendre les nombreux facteurs contribuant aux inégalités entre les deux sexes dans l'éducation au niveau du supérieur en Afrique, il faudrait collecter et diffuser

les données en les répartissant par sexe, et promouvoir la recherche qualitative.

L'Université de Dar-es-Salam a déployé des efforts concertés pour recueillir systématiquement des données réparties par sexe sur l'admission et les profils des membres du corps enseignant pour son annuaire. La collecte de données réparties par sexe a permis de mettre en lumière des inégalités flagrantes dans la participation des filles et des femmes au niveau universitaire, et de procéder à l'identification, à l'analyse, à l'élaboration et à la mise en oeuvre de stratégies visant à les résoudre (Karega, 2001; Masanja et al., 2001).

- L'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) collabore à l'étude menée sur la faible participation des femmes à l'éducation, en général, et à l'éducation dans le supérieur, en particulier. Tout est parti du constat que très peu de femmes participaient aux programmes de formation des enseignants lancés par l'IIRCA au niveau du continent. Une étude en cours en Ethiopie examine les facteurs qui expliquent cette situation et les solutions éventuelles à apporter aux disparités entre les deux sexes dans le recrutement et la motivation des membres du corps enseignant et du personnel administratif des écoles normales et des facultés d'éducation en Ethiopie. Les conclusions de l'étude proposeront des solutions sur lesquelles l'IIRCA peut travailler pour améliorer l'accès et la participation des femmes à l'éducation dans le supérieur.
- La promotion de la participation et des résultats des filles à l'université a été et continue d'être au centre des préoccupations du FAWE. A cet égard, le FAWE a mis au point un instrument de recherche pour la collecte de données qualitatives sur les thèmes connexes suivants: (1) l'accès des femmes à l'enseignement supérieur; (2) les conditions prévalant dans la société et les institutions et ayant un impact sur la poursuite des études par les filles inscrites; (3) les facteurs influençant la spécialisation des filles dans les différentes filières académiques; (4) les tendances et les caractéristiques de la sanction des études; (5) les femmes occupant des postes de responsabilités et participant à la prise des décisions au niveau universitaire (Masanja et al., 2001).

Politiques de discrimination positive et d'égalité de chances

Les politiques de discrimination positive et d'égalité des chances dans l'admission à l'université et dans les pratiques de recrutement et de promotion constituent un volet positif et crucial des efforts visant à combler l'écart entre les filles et les femmes, d'un côté, et les garçons et les hommes, de l'autre, au niveau du supérieur. De telles politiques constituent en effet un moyen efficace de promotion de l'éducation à tous les niveaux. En outre, elles permettent de créer des opportunités pour les femmes qui peuvent ainsi poursuivre des études et travailler dans des domaines considérés jusque là comme réservés aux garçons et aux hommes.

- L'Université de Makerere et l'Université de Dar-es-Salam ont mis en oeuvre des politiques de discrimination positive visant à augmenter le nombre de filles inscrites, en baissant légèrement les exigences pour l'admission des filles. En conséquence, le nombre de filles inscrites a augmenté et le pourcentage des filles par rapport à tous les étudiants inscrits est passé de 30% en 1994/95 à 32% en 1999/2000 à l'Université de Makerere (Muis and Muwanga, 2000). A l'Université de Dar-es-Salam, le pourcentage des filles inscrites est passé de 20% en 1998/99 à 27% en 2000/2001 (Masanja et al., 2001). En outre, à la suite de la mise en oeuvre de politiques de discrimination positive, plusieurs facultés de l'Université de Dar-es-Salam, notamment les facultés des lettres, de droit et de soins infirmiers ont pratiquement atteint ou ont dépassé la parité dans les admissions (Masanja et al., 2001).
- Par ailleurs, l'Université de Dar-es-Salam a introduit en 1996/97 un programme préparatoire réservé aux filles n'ayant pas été admises à l'université à cause de leurs résultats non satisfaisants. Ce programme prévoit des cours de rattrapage d'une durée de six semaines. Les filles qui réussissent à ce programme sont finalement admises à l'université, ce qui augmente le pourcentage des filles admises entre 6% dans certaines facultés et 56% dans d'autres (Masanja et al., 2001).

Sensibilisation à la question du genre et mobilisation sociale

Le manque de sensibilisation à la question du genre crée souvent un environnement éducatif qui empêche les filles et les femmes de s'épanouir pleinement au niveau du supérieur. Les universités doivent déployer des efforts concertés pour sensibiliser et mobiliser la communauté universitaire, en particulier, et la société, en général, afin de promouvoir un environnement propice et habilitant pour les étudiantes et les enseignantes.

- L'Université de Makerere a mis au point diverses approches de mobilisation et de sensibilisation à la question du genre au sein de l'institution. Une des principales activités à cet égard a été la création d'un département des études féminines décernant une licence dans ce domaine, grâce au plaidoyer des mouvements féministes et des femmes membres du corps enseignant de l'université. Avec l'appui de l'administration de l'université et le financement du gouvernement et des donateurs, le département des études féminines est devenu un département puissant, et les préoccupations des filles et des femmes sont maintenant dûment prises en compte. En outre, la demande des compétences dans l'analyse des questions relatives au genre est élevée (Masanja et al., 2001).
- Le harcèlement sexuel dans les universités africaines est l'un des nombreux facteurs ayant une incidence négative sur la participation des femmes à l'éducation dans le supérieur. L'Université du Natal est l'une des institutions confrontées systématiquement à ce problème. En conséquence, en plus de la formulation d'une politique sur la question du harcèlement sexuel et de la mise en place de mécanismes pour y faire face, l'université a lancé des campagnes d'éducation et de sensibilisation sur la question (Similane, 2001).

Conclusion

Des progrès notables, mais insuffisants, ont été réalisés dans l'amélioration de l'inscription des filles dans le supérieur en Afrique. Toutefois, de nombreux obstacles complexes d'ordre socio-économique, culturel, politique et institutionnel continuent

d'entraver l'accès équitable et la participation effective des filles et des femmes à l'éducation dans le supérieur. Il est urgent et prioritaire de surmonter ces obstacles en vue de mettre en place un système d'éducation équitable et non discriminatoire au niveau du supérieur. Des efforts plus soutenus sont également nécessaires pour combler l'écart entre les deux sexes dans les admissions, examiner les questions relatives au choix des filières académiques par les filles et promouvoir la participation des filles et des femmes à tous les niveaux et dans toutes les disciplines où elles sont sous-représentées, en particulier pour encourager leur participation active à la prise des décisions.

Références bibliographiques

Association of African Universities (February 9, 2001), *Declaration On the African University in The Third Millenium, AAU*

Makhubu, L.P. (1998), *"The right to Higher Education and Equal Opportunity Particulary for women: The challenge of our time,"* In J.Shabani (Ed.), *Higher Educatiion in Africa: Achievements,*

Challenges and Prospects. Dakar, UNESCO BREDA.

Masanja, V., Karega, R., Kasente, D., Mbiya, M., Kadi, A., Simelane, N., Nyamu, F.(2001), *Female Participation in African Universities: Issues of Concern and Possible Action.* Paper by the Forum for African Women Educationalists (FAWE) at the 10th General Assembly of the Association of African Universities (AAU), February 5-9, 2001, Nairobi, Kenya.

Simelane, N., O., (2001), *Seual Harassment: A Case Study of the University of Natal, South Africa,* Paper presented by the Forum for African Women Educationalists at the 10th Genral Conference of the Association of African Universities (AAU), February 5-9, 2001.

Karega, R. (2001), *Statistical Overview on Girls' Education at the University Level.* Paper presented by the Forum for African Women Educationalists (FAWE) at the 10th General Assembly of the Association of African Universities (AAU), February 5-9, 2001, Nairobi, Kenya.

Approches créatrices au financement des universités Africaines

par K.P. Dzvimbo, Recteur de l'Université libre du Zimbabwe

Introduction

En ce début du 21ème siècle, les universités africaines sont confrontées à un certain nombre de défis étant donné qu'elles doivent répondre aux besoins des nations en développement tout en restant des institutions chargées d'élaborer des stratégies face aux changements et à la précarité de l'environnement interne et externe. La situation tragique des universités africaines est maintenant exacerbée par un certain nombre de défis endogènes sur les plans politique, social, et économique en Afrique subsaharienne.

La tendance actuelle à la mondialisation, à l'ouverture des marchés et à la disparition des économies centralisées, de même que la mise en place de la gouvernance démocratique ont un impact à la fois positif et négatif sur les pays africains faibles, et sur les universités africaines en particulier. En conséquence, les problèmes socio-économiques

et politiques des pays africains se traduisent par de sérieux défis pour les universités africaines dans les domaines cruciaux suivants: financement, frais de scolarité et génération des revenus; gouvernance et gestion stratégique des universités africaines; assurance de la qualité, équité et essor académique dans les universités; possibilités et limites du rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les universités africaines; rôle du gouvernement dans l'éducation au niveau supérieur. Le présent article porte essentiellement sur le financement des universités africaines étant donné que le niveau de ce financement a une incidence sur l'efficacité interne et externe des universités.

Pour que les universités africaines puissent survivre et prospérer, elles doivent s'organiser pour commencer à entreprendre des réformes pour s'adapter et faire face aux changements dans

l'environnement interne et externe. Comme l'affirmation Beer et Nohria (2000), il faut maîtriser les changements dans les universités africaines pour réformer les paradigmes actuels concernant les concepts de l'éducation et de la formation dans le supérieur, et promouvoir un nouvel état d'esprit que souhaitent Mc Grath et Macmillan (2000).

L'argument fondamental à cet égard est que nous devons maintenant opérer des choix stratégiques et changer de paradigmes au sein de la communauté universitaire africaine afin d'emprunter au monde des affaires des concepts en matière d'organisation et de gestion, tout en maintenant l'engagement à la quête de la vérité, à la science et au rôle de l'université dans la production et la diffusion des connaissances. Comme l'affirment Krogh, Ichijo et Nonaka (2000), nous devons maintenant mettre

l'accent sur les connaissances tacites des universités africaines en tant qu'institutions d'apprentissage afin de mettre à contribution la créativité et l'innovation de tous les acteurs internes et externes en vue de la redynamisation de nos institutions. Le débat lancé par Michael Gibbons sur le mode I et le mode II des concepts de gestion revêt une importance cruciale dans la transformation des universités africaines.

Centralité de la question du financement et de la génération des revenus

Sur le plan financier, les Etats africains sont confrontés à une crise. Au regard de tout indicateur économique possible, les pays africains ont des performances plus faibles par rapport aux pays développés (voir à ce sujet le tableau 1).

Tableau 1: comparaison des indicateurs socio-économiques

| Pays | Kenya | Malaisie | Nigéria | Afrique du Sud | Zimbabwe |
|---------------------------|----------|-----------|-----------|----------------|----------|
| PIB (milliards) | 9,7 \$EU | 98,2 \$EU | 33,4 \$EU | 130,2 \$EU | 8,2 \$EU |
| PIB par tête | 340 \$EU | 4530 \$EU | 280\$EU | 3210 \$EU | 720 \$EU |
| Espérance de vie (hommes) | 51 ans | 69,9 ans | 48,7 ans | 58,1 ans | 43,6ans |

En conséquence, compte tenu de la crise financière à laquelle sont confrontées les économies de nos pays, il n'est pas possible que les pays africains continuent de financer l'enseignement supérieur comme ils le faisaient au début des années 80. L'Université libre du Zimbabwe ne reçoit que 32% de ses ressources financières du gouvernement. Le reste est fourni par les frais de scolarité payés et par d'autres sources. Il est établi que les taux de rentabilité dans le supérieur ne sont pas aussi élevés que dans le primaire et le secondaire. Il est donc logique que les pays africains investissent plus d'argent aux niveaux inférieurs du système éducatif où la rentabilité sociale et individuelle est plus élevée. En Afrique en général, l'éducation aux niveaux du primaire et du secondaire est en crise comme l'a indiqué récemment Watkins (2000) dans le Rapport d'Oxfam sur l'éducation. Les indicateurs économiques dépeignent un tableau sombre sur le plan de la base financière dans la plupart des pays africains. Il faudrait en tenir compte dans toute planification de la gestion des universités.

A mesure que la base financière s'effrite, les universités africaines doivent faire preuve d'une très grande créativité dans le domaine du financement de leurs activités compte tenu de l'érosion quotidienne de la qualité de l'éducation dispensée sur le continent, du fait du manque de ressources pour financer des activités clés telles que la rémunération du personnel, l'achat des équipements et des ouvrages des bibliothèques, l'entretien des installations existantes et le financement de la recherche, de l'enseignement et de l'apprentissage. En conséquence, nous devons élargir notre base des revenus. Comme l'affirme Mwira (2000), nous pouvons élargir notre base des revenus grâce à des activités génératrices de revenus telles que l'introduction de cours de formation de brève durée avec frais de participation, au renforcement des capacités de publication, à l'utilisation des TIC pour atteindre un plus grand nombre d'étudiants aux niveaux national, régional et international, au renforcement de la recherche et des consultations sur une base contractuelle dans les universités, en particulier pour les industries locales et

internationales, et au partage des coûts et à la redynamisation du financement par les anciens diplômés des universités.

Le partage des coûts est une question très controversée dans la plupart des pays comme en témoignent les nombreuses grèves et fermetures d'université à la suite des manifestations des étudiants. L'exemple de l'Université de Makerere et de l'Université du Zimbabwe qui ont éprouvé des problèmes de ce genre à la suite de la mise en place d'un système mixte prévoyant l'admission de certains étudiants capables de payer des frais de scolarité, mérite d'être noté. Il convient d'informer les usagers que l'éducation dans le supérieur ne doit pas être considérée comme un droit, mais plutôt un comme privilège. A titre d'exemple, les effectifs des élèves et étudiants inscrits à tous les niveaux du système éducatif du Zimbabwe sont les suivants: 2,1 millions dans le primaire, 890 000 dans le secondaire et 37 000 dans le supérieur. Toutefois, la plus grande partie du budget de l'éducation est consacrée au supérieur. Les autres mécanismes de génération des revenus sont, entre autres, les suivants:

- La création d'unités et d'entreprises industrielles rattachées aux universités africaines, mais poursuivant un but lucratif, comme c'est le cas à l'Université Rand Afrikaans d'Afrique du Sud, l'Université de Makerere, l'Université de Southern Queensland et l'Université libre du Royaume Uni.
- L'attribution des marchés pour la réalisation de certaines activités hors de l'université pour supprimer certaines structures absorbant une grande partie des ressources internes, par exemple les restaurants et les résidences universitaires;
- L'introduction de cours et programmes de formation en fonction de la demande et des "usagers" qui nécessitent des stratégies de marquage, de segmentation du marché et de commercialisation globale semblables à celles utilisées dans le commerce et l'industrie;
- L'introduction d'une double méthodologie d'enseignement et d'apprentissage, avec un accent particulier sur l'apprentissage libre et en ligne pour faire usage des économies d'échelle

et attirer l'apprenant adulte qui a de l'argent et veut élargir ses compétences et apprendre pendant toute la durée de sa vie;

- Les mesures d'incitation aux universités offrant des cours et programmes articulés sur les plans horizontal et vertical pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité;
- L'encouragement du secteur privé à participer à l'éducation dans le supérieur, comme cela est le cas dans la plupart des pays africains.

Pour ce qui est des paradigmes, la réforme signifie que les universités africaines doivent cesser d'être des centres de coûts pour devenir des centres de profits. Dans ce contexte, la budgétisation sur la base des activités, l'estimation des coûts et la gestion sur la base des activités doivent devenir la norme du niveau des départements jusqu'à l'ensemble du système universitaire. Nos directeurs et services financiers ne doivent plus se contenter de gérer les allocations budgétaires gouvernementales, mais gérer des centres de profit à l'instar de leurs homologues des entreprises commerciales et industrielles. C'est dire qu'ils doivent maintenant se préoccuper de questions telles que l'analyse des investissements et des marchés monétaires, le cash-flow et les ratios de liquidités quotidiens, les comptes de profits et pertes et les états financiers des départements, des facultés et des autres centres de coûts des universités.

Auparavant, nous ne procédions pas à une estimation appropriée des coûts de nos programmes, cours et diplômes. Pour survivre à la crise financière actuelle, nous devons bien connaître nos coûts directs et indirects, facteurs de coûts, coûts variables et coûts fixes de nos activités.

L'évaluation du coût sur la base des activités est au centre de l'approche à la gestion des départements, des facultés et des universités en général. En conséquence, la budgétisation fondée sur les activités et la mise en oeuvre d'un plan stratégique dynamique doivent devenir la norme dans la gestion des universités africaines à tous les niveaux.

C'est dire qu'il est aussi nécessaire d'assurer un leadership de type différent dans les départements, les facultés et les rectorats. Un tel leadership doit être orienté vers l'obtention des résultats et tenir compte des coûts, en plus de s'appuyer sur une base

équilibrée en matière de gestion universitaire en vue de l'intégration de l'élaboration des stratégies, de l'organisation de l'apprentissage, de la mise en place des systèmes et TIC, et des mécanismes de contrôle de la gestion, comme le reconnaissent Olve, Roy et Wetter (2000). L'Université du Zimbabwe et l'Université de Witwatersrand, en Afrique du Sud, ont mis en place des procédures pour la nomination de doyens exécutifs dans le cadre d'une nouvelle ère de gouvernance universitaire soucieuse de l'efficacité, de la productivité, de la rentabilité et de la responsabilisation à tous les niveaux.

Les universités ayant introduit le concept de nomination des doyens commencent aussi à s'interroger sur la durée du mandat académique. Il s'agit là d'un sujet controversé que doivent examiner les universités africaines en termes de rentabilité et de productivité académiques. Les nominations sur contrats et le paiement des enseignants sur une période de neuf mois, comme dans certaines universités américaines, permettent aux départements d'introduire un système d'évaluation des performances et de s'attaquer au problème du travail au noir de manière plus positive et avantageuse. Le travail au noir ne pourra jamais disparaître. Pour sortir ce travail de l'illégalité et économiser effectivement de l'argent, il faudrait que le personnel enseignant soit recruté sur contrats de neuf à dix mois, avec des salaires versés par l'université, afin de laisser à ce personnel le temps de faire des consultations librement. A cet égard, des mécanismes peuvent être mis en place pour permettre aux universités de percevoir un petit pourcentage des revenus tirés de ces consultations.

Conclusion

Ce modèle de gestion universitaire visant à améliorer la rentabilité et l'efficacité des universités africaines a été critiqué dans un excellent article de Gibson, Habib, Jansen et Parek (2001). Ma réaction à ces critiques est que les universités n'ont guère de choix pour ce qui est de leur financement. Comme l'affirment Clarke et Clegg (1998), dans tout système qui est écologiquement interdépendant, si l'on change une partie du paradigme, l'on change tout. Si nous voulons tenir compte des coûts, nous devons établir un lien entre la méthode de gestion financière et la manière dont nous gérons les départements, les facultés et les universités. Ainsi, le concept de structures organisationnelles devient important au

même titre que celui de rentabilité. Tel qu'indiqué ci-dessus, un des meilleurs outils est la gestion stratégique, avec des plans stratégiques à tous les niveaux pour promouvoir la compatibilité entre les départements et les facultés et la vision et la mission de l'institution.

Dans l'industrie des connaissances, même le concept du chercheur solitaire doit être examiné au regard des avantages de l'apprentissage, la recherche effectuée par des chercheurs de divers départements, universités, disciplines et pays devenant la norme, plutôt que l'exception. En conséquence, la structure du comité classique de recherche et le rôle du conseil de direction doivent être revus à la lumière de la nécessité de l'accélération et de la rentabilité de la prise des décisions à l'université. La plupart des universités africaines consacrent une bonne partie de leurs budgets aux salaires, et très peu à des domaines tels que l'assurance de la qualité de leurs produits. Sur le plan de la gestion moderne, la situation prévalant actuellement dans nos universités est inacceptable.

Il revient donc aux gestionnaires des universités de faire correspondre la demande sur le plan de la rentabilité à la demande future dans les universités au cours du 21ème siècle, dans des domaines tels que le passage des approches pédagogiques axées sur l'enseignant à celles axées sur l'apprenant; l'utilisation des économies d'échelle pour rendre l'éducation abordable, pertinente et flexible dans le supérieur; l'accent à mettre sur l'apprentissage pendant toute la durée de la vie; la créativité dans l'utilisation des connaissances inouïes rendues disponibles par l'Internet. L'apprentissage et l'enseignement en ligne qui soient fondés sur l'interaction et la collaboration; la capacité à répondre aux besoins des divers apprenants (Katz et associés, 1999). C'est dire que l'université doit se préparer à importer et exporter continuellement de l'énergie de son environnement interne et externe si elle veut survivre aux crises financières et politiques auxquelles sont confrontés certains pays africains.

Références bibliographiques

- Beer, M. and Nohria, N., *Breaking The Code of Change*, Boston, Massachusetts, Harvard Business School Press, 2000.
- Clarke, T. and Clegg, S., *Changing Paradigms: The transformation of Management Knowledge for the*

- 21st Century, London, Harper Collins Business, 1998.
- Kaplan, R. S. and Norton, D. P., *The Strategy Focused Organisation: How Balanced Score Card Companies, Thrive in the New Business Environment*, Boston Massachusetts, Harvard Business School Press, 2000.
- Katz, R. N. and Associates, *Dancing with the Devil: Information Technology and the new Competition in Higher Education*, San Francisco, Jossey-Brass publishers, 1999.
- Krogh, V. G., Ichijo, K. and Nonaka, I., *Enabling Knowledge Creation: How to Unlock the Mystery of Tacit Knowledge and Release the Power of Innovation*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- Mwiria, K., "Diversifying Revenue Resources", in Bourne, R. (Ed.) *Universities and Development*, London, Association of Commonwealth Universities, 2000.
- Olve, G. N., Roy, J. and Wetter, M., *Performance Drivers: A Practical guide to Using the Balanced Score Card*, West Sussex, England, John Wiley and Sons, 2000.
- Rosenberg, M. J. E., *Learning: Strategies for Developing Knowledge in the Digital Age*, New York, McGraw Hill, 2001.
- Rowley, D. J. and Sherman, H., *From Strategy to Change: Implementing the Plan in Higher Education*, San Francisco, Jossey-Brass, 2001.
- Rowley, J. R. Lujan, H. D. And Dolence, M. G., *Strategic Choices for Academy: How Demand for Life Long Learning Will Re-Create Higher Education*, San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 1998.
- Tierney, G. M. (Ed.), *The Responsive University: Restructuring for Higher Performance*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998.
- Watkins, K., *The Oxfam Education Report*, London, Oxfam, 2000.
- World Bank, *Higher Education*, Washington D. C., the World Bank, 1994.

L'éducation à distance dans les universités Africaines : justification, situation actuelle et perspectives

*Par Gebre Egziabher Debeb
Vice Doyen, Institut d'éducation à distance,
Ecole de la fonction publique d'Ethiopie*

"Faites un don aux gens ou donnez leur un outil de travail et ils vivront un peu mieux. Mais dispensez leur une éducation et ils pourront transformer le Monde".

1. Historique

L'éducation est un instrument important dans tout effort de développement. Dans les régions sous-développées telles que l'Afrique, l'éducation revêt une importance spéciale pour combattre les maux du sous-développement, à savoir la faim, la maladie et l'ignorance. Bien que l'enseignement moderne soit pratiqué en Afrique depuis des décennies, le taux d'alphabétisation est encore faible sur le continent. Dans le supérieur, on peut facilement se rendre compte du paradoxe entre le manque crucial de ressources humaines qualifiées, d'une part, et l'accès limité aux études supérieures d'autre part. Les données suivantes font ressortir la gravité du problème des ressources humaines qualifiées sur le continent.

Taux d'inscription bruts dans le supérieur (Pourcentage par rapport à la tranche d'âge concerné)

| Région | <u>1980</u> | <u>1996</u> |
|---------------------------------|-------------|-------------|
| Asie de l'Est | 3 | 8 |
| Europe et Asie centrale | 30 | 32 |
| Amérique latine et Caraïbes | 14 | 19 |
| Moyen Orient et Afrique du Nord | 11 | 16 |
| Asie du Sud | 5 | 6 |
| Afrique subsaharienne | 1 | 3 |

Source: Banque mondiale (2000).

Comme on peut le constater d'après ces chiffres, l'écart en termes d'inscription entre les différentes régions est élevé, et le taux d'inscription dans le supérieur en Afrique est extrêmement bas. Les raisons à cet égard sont nombreuses. L'échec dans la recherche d'autres solutions et surtout le fait d'adhérer totalement aux méthodes traditionnelles de formation peuvent être cités comme une raison majeure.

Beaucoup de pays du monde recourent à d'autres moyens d'éducation tels que l'éducation à distance pour former leurs personnels. La recherche sur l'efficacité de l'éducation à distance dans différentes parties du monde a prouvé qu'elle est aussi efficace que la méthode classique pour produire un capital humain qualifié. Soixante-dix années de recherche et des résumés de 355 rapports de recherche ont montré qu'il n'y a pas de différence significative, en termes de résultats, entre les étudiants du système classique et ceux ayant suivi un enseignement à distance (Arger, 1990). Des études semblables conduites par Chu et Schramm (1977) ont révélé que les étudiants apprennent aussi bien ou mieux encore par l'enseignement à distance. Comme les recherches ont démontré l'efficacité de l'éducation à distance, beaucoup de pays dans le monde ont commencé à l'utiliser pour développer leurs ressources humaines.

Par exemple, selon les rapports de Daniel (1996), la chaîne de télévision de la Chine inscrit 530000 étudiants du cycle de licence dans son programme d'enseignement à distance dans différents domaines et confère 101000 diplômes de licence par an. On peut donc dire que l'éducation à distance contribue considérablement au développement des ressources humaines de la Chine. La Turquie utilise aussi beaucoup l'éducation à distance pour former ses ressources humaines grâce à son université spécialisée dans l'éducation à distance (Université d'Anadolu). Cette université compte 577840 étudiants au cycle de licence et décerne 26321 diplômes de licence par an (Daniel: 1996). Malgré l'accès limité aux études supérieures, l'éducation à distance n'est pas bien utilisée en Afrique. L'objectif du présent article est par conséquent d'examiner brièvement la justification, la situation actuelle et les perspectives de l'éducation à distance dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique.

2. Définition

L'éducation à distance est un système d'éducation où l'institution d'enseignement va vers l'étudiant. L'enseignant et l'étudiant sont séparés par le temps et l'espace, et l'étudiant exerce un grand contrôle sur son apprentissage.

Un certain nombre de personnes ont défini l'éducation à distance de différentes manières. Cependant, la définition de Keegan (1990) est beaucoup plus complète. Sa définition tient compte des éléments suivants:

1. La séparation quasi permanente de l'étudiant et de l'enseignant: la séparation de l'enseignant et de l'étudiant la plupart du temps pendant une bonne partie de la durée des études.
2. L'influence du système éducatif dans la planification et la préparation des matériels d'apprentissage et dans la fourniture des services d'appui à l'étudiant. L'éducation à distance nécessite au préalable une inscription dans une institution reconnue et l'usage des matériels planifiés et préparés par l'institution. L'assistance nécessaire doit être obtenue.
3. L'utilisation des moyens techniques de communication. Comme l'enseignant et l'étudiant sont séparés la plupart du temps, l'éducation à distance fait usage des moyens techniques de communication tels que les imprimés, les programmes vidéo, les programmes audio, la radio, la télévision, etc, pour établir un pont entre les deux acteurs séparés sur le plan physique.
4. Mise en place d'un système de communication interactif. Bien que l'enseignant et l'étudiant soient séparés, l'interaction à travers différents systèmes de communication est employée. De tels arrangements jouent un rôle important dans la facilitation de l'échange d'informations entre l'étudiant et l'enseignant et dans la solution du problème de l'isolement de l'étudiant.

3. Justification

L'éducation à distance ouvre les portes à l'éducation pour tous ceux qui, pour des raisons diverses, ne peuvent suivre régulièrement des études supérieures. Par exemple, les systèmes éducatifs

formels en Afrique n'ont pas réussi à satisfaire la demande dans le supérieur. Un rapport de la Banque mondiale (1988), cité par Jenkins (1989), indique qu'à cause de la croissance démographique rapide et de la stagnation économique, l'écart entre l'Afrique subsaharienne et le reste du monde semble se creuser. A moins que des mesures ne soient prises pour résoudre les sérieux problèmes qui se posent dans le domaine de l'éducation, cet écart deviendra, avec le temps, un véritable gouffre. L'éducation à distance présente un énorme potentiel pour combler le fossé existant en offrant des opportunités d'éducation au niveau supérieur à ceux qui n'ont pas eu la chance de s'inscrire à l'université. Jenkins a signalé que l'éducation à distance dispense l'éducation non seulement à temps partiel aux adultes, mais aussi aux jeunes étudiants qui n'ont pas été acceptés dans une université classique ou encore qui n'ont pas été admis dans la filière de leur choix.

La recherche nous a montré clairement que l'utilisation de l'éducation à distance peut résoudre les problèmes du Tiers-Monde. Selon Arger (1990), en plus d'aider à surmonter l'explosion de la demande dans le supérieur, l'éducation à distance est très utile pour:

- éviter les coûts du déplacement des apprenants hors de leur environnement normal de travail pour des cours de formation;
- atteindre un grand nombre de personnes (massification de l'éducation dans le supérieur);
- démocratiser l'éducation;
- relever les normes de l'éducation dans le supérieur par l'utilisation de matériels de haute qualité ;
- promouvoir son efficacité et sa rentabiliser par rapport au système classique d'éducation dans un campus universitaire.

4 .Situation actuelle

L'éducation à distance dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique est encore au tout début de son développement. Le taux général de participation et le nombre de cours et programmes offerts sont peu élevés. Jenkins (1989) a signalé que bien que l'Afrique ait pris quelques initiatives dans le domaine de l'éducation à distance pour promouvoir son système éducatif formel, jusque là, peu de pays africains dispensent l'éducation au niveau supérieur

en utilisant l'éducation à distance. En outre, le concept de l'éducation à distance est nouveau pour la majorité des gens, y compris les spécialistes de l'éducation.

Le développement de l'éducation à distance en Afrique est entravé par les contraintes suivantes:

- Un faible statut est accordé à l'éducation à distance.
- Il y a un manque de sensibilisation au potentiel de l'éducation à distance en tant que moyen pour dispenser l'éducation aux masses. Par exemple, les décideurs, le corps enseignant des institutions d'enseignement supérieur et le grand public considèrent l'éducation à distance comme un type d'éducation inférieur par rapport aux programmes classiques.
- Il y a un manque criard de main-d'oeuvre qualifiée dans ce domaine dans la plupart des institutions d'enseignement supérieur sur le continent.
- Un budget suffisant n'est pas alloué pour le financement des initiatives sur l'éducation à distance.

Bien que l'éducation à distance dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique soit encore à ses débuts, quelques institutions d'enseignement supérieur ont enregistré des succès dans ce domaine. A cet égard, l'Université de l'Afrique du Sud (UNISA) constitue un bon exemple. Elle a ouvert les portes de l'enseignement supérieur à des milliers de personnes ne pouvant suivre des programmes réguliers. Par exemple, en 2000, elle comptait 111758 étudiants inscrits au programme d'éducation à distance. L'Université libre de Tanzanie est un autre exemple d'institution d'enseignement supérieur à distance en Afrique. Elle forme des milliers d'étudiants ne pouvant suivre des cours réguliers. L'évolution récente de la situation en Ethiopie dans le domaine de l'utilisation de l'éducation à distance dans la mise en valeur des ressources humaines est aussi un exemple remarquable d'application de l'éducation à distance. Le ministère de l'Éducation a déjà lancé un vaste programme visant à former 17000 enseignants pour améliorer leurs compétences jusqu'au niveau du diplôme d'enseignant. Le programme de formation universitaire supérieur à distance lancé par l'Institut

international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (I I R C A) dans le domaine de l'éducation à distance est une initiative louable. C'est un nouveau pas franchi dans les efforts de formation de la main-d'oeuvre qualifiée dans le domaine de l'éducation à distance. Dans le cadre de ce programme qui a été lancé en 1999, des participants en Ethiopie et au Libéria ont suivi une formation sur divers aspects de l'éducation à distance. L'initiative contribuera considérablement à vulgariser la pratique de l'éducation à distance et à aider les spécialistes de l'éducation (par exemple l'auteur du présent article qui a suivi ce programme de formation universitaire supérieure) et les institutions de formation à mieux dispenser l'éducation à distance. L'Ecole de la fonction publique de l'Ethiopie a aussi lancé un programme d'éducation à distance utilisant à la fois les imprimés et les nouvelles technologies (son, image et données), y compris la connection à l'Internet qui permet aux professionnels du pays de partager les expériences et d'apprendre à partir des expériences des autres professionnels ailleurs dans le monde. Ces technologies ont permis de promouvoir l'interaction en classe, sans avoir à se déplacer sur de longues distances.

5. Perspectives

Compte tenu de la demande dans le domaine de la formation, le rôle de l'éducation à distance devient de plus en plus important dans le monde. Selon un rapport, il y a actuellement 986 institutions d'éducation à distance de différents types et tailles dans 107 pays. Le nombre d'étudiants suivant une formation à distance au niveau du supérieur dans le monde était d'environ 50 millions en 1977. Ce nombre augmente très rapidement et a atteint 90 millions en 2000. Il devrait passer à 120 millions d'ici 2025.

Les institutions d'enseignement supérieur en Afrique sont confrontées à des problèmes à cause de la baisse des ressources budgétaires qui leur sont allouées. En conséquence, elles ne sont pas en mesure de produire les ressources humaines qualifiées nécessaires. L'éducation à distance peut permettre de résoudre ces problèmes. Son utilisation pour élargir l'accès à l'éducation et au recyclage est devenue une nécessité. Dans ces conditions, les perspectives de l'éducation à distance sont énormes, mais inexploitées. L'éducation à distance en Afrique doit être considérée comme une réaction à la crise de

l'éducation et non comme une option par rapport à l'éducation de type classique dispensée dans les campus.

6. Conclusion

L'éducation à distance est un moyen d'offrir aux masses l'éducation au niveau du supérieur. Elle ne devrait donc pas être considérée comme un complément aux programmes classiques, mais plutôt comme une nouvelle solution abordable pour promouvoir davantage les opportunités dans le domaine de l'éducation. Elle constitue un instrument vital pour la promotion des ressources humaines qualifiées nécessaires. A cet égard, un appui solide est nécessaire de la part des gouvernements, des ONG, des intellectuels, du secteur privé et de tous les autres partenaires s'intéressant à l'expansion des opportunités offertes dans le domaine de l'éducation.

Toute stratégie de développement en Afrique dépend des ressources humaines produites. Les programmes classiques offerts dans les campus ne peuvent pas, à eux seuls, produire toutes les ressources humaines nécessaires. Pour répondre à la demande de ressources humaines, l'Afrique doit utiliser l'éducation à distance. Il est donc clair que l'éducation à distance présente un grand potentiel et de brillantes perspectives en Afrique.

Références bibliographiques

- Arger, Geof (1990), *"Distance Education in the Third World: Critical Analysis on the Promise and Reality"*, Open Learning
- Chu, G. and Schramm W. (1975), *Learning from Television: What the Research Says*, ERIC Document Reproduction Service, ED109985
- Daniel, John S. (1996), *Mega Universities and Knowledge Media: Technology Strategies for Higher Education*, London, Kegan Page.
- Jenkins, Janet, "Some Trends in Distance Education in Africa: An Examination of the Past and the Future role of Distance Education as a Tool for National Development", *Distance Education* (10) 41-44, 46-48.
- Keegan, Desmond (1990), *The Foundations of Distance Education*, London, Rutledge.
- World Bank (2000), *Can Africa Claim the 21st Century?* Washington D.C: World Bank.

Association des universités Africaines

Résumé des travaux de la réunion technique d'experts sur l'utilisation et l'application des technologies de l'information et de la communication dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique

Introduction

A l'initiative de l'Association des universités africaines (AUA), une réunion technique d'experts s'est tenue du 17 au 19 mai 2000 à l'Université de Dar-es-Salam, en Tanzanie, sur la promotion de l'utilisation et de l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les institutions d'enseignement supérieur (IES) en Afrique. Des représentants de plusieurs institutions membres, des experts, des intellectuels et des hauts responsables gouvernementaux ont pris part à cette réunion financée par la Fondation Carnegie de New York et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Pour réaliser rapidement ses objectifs fondamentaux, l'Association a élaboré un programme commun d'activités pour la période 1997-2000, visant à aider les universités africaines à renforcer leurs capacités. En conséquence, la conférence des recteurs et présidents des universités tenue en 1999 à Arusha, en Tanzanie, a décidé de tirer parti des TIC pour promouvoir l'apprentissage, la recherche, le développement et la gouvernance dans les diverses institutions. En outre, la conférence a fait les recommandations suivantes:

- *Une évaluation/enquête sur les capacités dans le domaine des TIC devrait être entreprise dans chaque université africaine le plus rapidement possible et dans un délai déterminé.*
- *L'AUA devrait aider toute université africaine qui sollicite son assistance dans l'élaboration de directives sur la formulation des plans stratégiques dans le domaine des TIC.*

Les participants à la réunion technique d'experts organisée par l'AUA sur les TIC ont reconnu le fait que les institutions d'enseignement supérieur des pays développés utilisent les TIC, en particulier l'Internet, pour communiquer, créer, diffuser, conserver et gérer l'information, mais que leurs homologues d'Afrique ne participent pas à ce phénomène mondial. Ils ont donc décidé que tout

devait être mis en oeuvre pour réduire l'écart avec le reste du monde pour ce qui est de l'accès aux TIC et de la mise en place des infrastructures nécessaires à cet effet.

Objectifs de la réunion

- Identifier les principaux obstacles à la mise au point et à l'utilisation des TIC dans les universités africaines.
- Etablir des priorités dans les domaines d'intérêt mutuel et déterminer les buts et les objectifs à atteindre à court et long termes.

Travaux

Les travaux ont porté sur les questions suivantes:

- Revue des publications faites et des informations de base collectées sur l'utilisation et l'application des TIC dans les institutions d'enseignement supérieur en février/mars 2000.
- Analyse des discussions organisées en ligne en avril 2000, avec la participation des experts et des chercheurs des universités africaines et des instituts de recherche d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique ayant une expérience dans le domaine des TIC.

Examen des publications faites et présentation de la synthèse et des conclusions des discussions en ligne

La revue des publications faites a été présentée par John Daly qui a fait une synthèse de la base de connaissances et des tendances mondiales dans le domaine de l'application des TIC dans l'enseignement supérieur. Le rapport de synthèse et d'autres matériels pertinents ont été distribués à une trentaine de chercheurs sélectionnés au niveau international et aux représentants des donateurs pour faciliter leur contribution aux discussions en ligne d'avril 2000.

Le modérateur des discussions en ligne, le professeur Olalere Ajayi (de l'Université Obafemi Awolowo) a présenté les avantages tirés de la mise au point et de l'utilisation des TIC pour répondre aux besoins de l'éducation au niveau du supérieur dans le monde, en général, et en Afrique, en particulier. Il a présenté un résumé du rapport sur les discussions en ligne, en insistant sur les points suivants:

- Fonctions de l'université;
- Questions nécessitant une évaluation en ce qui

concerne la situation actuelle des TIC et des tendances futures dans ce domaine;

- Utilisation des TIC dans les institutions d'enseignement supérieur;
- Etudes de cas sur la mise au point et l'utilisation des TIC;
- Principaux obstacles à la mise au point et à l'utilisation des TIC;
- Facteurs cruciaux de succès.

EN BREF

Partenariat entre l'UNESCO I I R C A et une ONG locale pour la production des films video sur le VIH/SIDA

L'I I R C A a récemment établi un partenariat avec une ONG locale appelée Misericordia Ethiopia pour la production de films video sur la sensibilisation au VIH/SIDA, en s'inspirant de l'expérience positive de nombreuses institutions des Nations unies dans ce domaine en Afrique. L'I I R C A se propose d'utiliser ces films vidéo pour sensibiliser les jeunes en âge scolaire et les adultes en Ethiopie.

Les films video seront produits en amharique, avec des sous-titres en anglais. Par la suite, il y aura un doublage dans les langues régionales et locales du pays, afin de partager le même message avec le plus grand nombre de personnes possibles dans le pays.

Compte tenu du taux d'analphabétisme élevé en Ethiopie, l'utilisation de la vidéo est une forme de communication sociale permettant d'atteindre les personnes qui ne savent pas lire. Les écoles normales et les instituts devraient aussi utiliser les films vidéo produits pour mieux préparer les enseignants à la sensibilisation de leurs élèves à la question du VIH/SIDA.

Deux films vidéo seront produits. Le premier sera un documentaire sur la vie des personnes vivant avec le VIH/SIDA en Ethiopie, sur le thème "vivre positivement". Quatre personnes seront interviewées, dont une femme vivant avec le VIH/SIDA, un couple vivant avec le VIH/SIDA et un expert de la lutte

contre le VIH/SIDA en Ethiopie. Le deuxième sera une série de sketches avec différents scénarios. Les sketches aborderont diverses questions relatives à la lutte contre le VIH/SIDA, par exemple les pressions subies par les jeunes femmes pour des rapports sexuels, en prévoyant à la fin de chaque sketch du temps pour la réflexion et les discussions. Les deux films vidéo devraient permettre d'atteindre un grand nombre de personnes et d'engager le dialogue sur la prévention et la prise en charge de la pandémie.

l'UNESCO I I R C A crée une bibliothèque électronique sur le VIH/SIDA

L'UNESCO I I R C A a créé une bibliothèque électronique sur le VIH/SIDA pour fournir des ressources documentaires pour l'éducation et l'élaboration de politiques dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA aux institutions de formation des enseignants, aux éducateurs, aux chercheurs et aux étudiants en Afrique.

Les informations contenues dans la bibliothèque électronique couvrent une vaste gamme de questions, y compris l'élaboration des programmes, la pédagogie, les sciences, la biologie, la sociologie, la politique, l'économie et le civisme. L'objectif global de la bibliothèque est de fournir des matériels pertinents et pratiques aux enseignants et aux formateurs des enseignants pour compléter et améliorer les programmes actuels de sensibilisation au VIH/SIDA en Afrique. La bibliothèque électronique fournit également une documentation pertinente à des fins de recherche sur le VIH/SIDA.

Les ressources documentaires ont été obtenues de divers gouvernements et organisations, notamment de l'ONUSIDA, de l'OMS, de l'UNESCO et de l'UNICEF, ainsi que de divers spécialistes de l'éducation dans le domaine du VIH/SIDA. Il y a également des plans de programme mis au point par des étudiants et des chercheurs en Afrique et dans le monde.

Il est important que les élèves africains soient sensibilisés sur le fait que l'Afrique est le continent le plus affecté par le VIH/SIDA, même si le reste du monde est également touché. La bibliothèque électronique donne donc des informations sur la pandémie de VIH/SIDA dans le monde et offre des plans de leçon adaptés de CNN et du New York Times à l'intention des enseignants et des élèves âgés qui peuvent ainsi connaître l'impact du VIH/SIDA en Afrique et dans le monde.

Selon l'ONUSIDA, les programmes de prévention du SIDA et de promotion de la santé devraient être enseignés aux élèves très tôt, avant même qu'ils atteignent l'âge de la maturité sexuelle, en tout cas avant que la plupart d'entre eux terminent ou abandonnent leurs études, c'est-à-dire dès le niveau de l'école primaire.

C'est la raison pour laquelle la bibliothèque électronique prévoit des plans de leçon du grade 3 au grade 12.

Les questions couvertes par la bibliothèque électronique sont les suivantes:

- Planification des programmes d'enseignement;
- Questions de genre;
- Matériels visant des groupes spécifiques (y compris les adolescents, les enfants, les filles, les hommes, les femmes, l'université et les enfants);
- Plans de leçon par grade;
- Elaboration de politiques;
- Education à la santé scolaire;
- Activités des enseignants.

La prochaine étape portera sur l'essai des matériels pour évaluer leur utilité, adapter les matériels existants et créer de nouveaux matériels.

La bibliothèque électronique sur le VIH/SIDA a été conçue et réalisée par Allyson Wainer.

Diplôme universitaire supérieur en éducation à distance

Ateliers sur l'encadrement académique

Deux ateliers sur l'encadrement académique ont été organisés à Addis Abéba et Monrovia pour la deuxième promotion des étudiants postulant le diplôme universitaire supérieur en éducation à distance. Ces ateliers qui ont été organisés en avril 2001, ont porté essentiellement sur l'encadrement des étudiants pour résoudre leurs problèmes académiques.

Examen de sortie

25 étudiants éthiopiens et 15 étudiants libériens ont subi les épreuves de l'examen de sortie en vue de l'obtention du diplôme universitaire supérieur en éducation à distance en juin 2001 à Addis Abéba et Monrovia. Les étudiants des première et deuxième promotions qui n'ont pas composé à la session de juin pourront le faire en décembre 2001.

Admission de nouveaux étudiants au cycle du diplôme universitaire supérieur en éducation à distance

15 Ethiopiens, 15 libériens et 6 Malgaches ont été admis par l'IGNOU pour préparer le diplôme universitaire supérieur en août 2001. Jusqu'à présent, l'I I R C A a fait admettre à l'IGNOU au total 96 éducateurs africains pour préparer ce diplôme. Madagascar s'est joint aux autres pays africains bénéficiant des efforts de l'I I R C A dans le domaine du renforcement des capacités.

Formation dispensée par l'I I R C A dans la production de CD ROM et la mise en place de sites web

L'I I R C A a dispensé une formation aux spécialistes de l'éducation en Afrique à Addis Abéba, Khartoum et Dakar dans le domaine de la production de matériels éducatifs sur CD ROM et sur Internet. Le responsable de la formation était M. Thomas Edwards, spécialiste canadien ayant une expérience de dix ans dans ce genre de travail. L'atelier de Khartoum était destiné spécialement aux enseignants

d'université qui ont pu mettre en place leur propre site web à l'issue de la formation. L'atelier d'Addis Abéba a réuni des participants venant de l'Université d'Addis Abéba, de l'Université virtuelle africaine, de l'Ecole de la fonction publique de l'Ethiopie, de l'Ecole de formation professionnelle et technique d'Entoto et de l'I I R C A. Deux ressortissants ougandais travaillant dans le cadre d'un programme

de l'UNESCO sur la formation des enseignants ont également pris part à l'atelier d'Addis Abéba. L'atelier de Dakar était destiné au personnel d'un certain nombre d'institutions de formation, y compris l'INEADE, partenaire de l'I I R C A. Des délégués du Burkina Faso et du Mali ont également pris part à l'atelier de Dakar.